



PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET  
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT  
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS  
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT  
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU EURÓPSKY PARLAMENT  
EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Directorate-General Internal Policies

Policy Department C

Citizens Rights and Constitutional Affairs

**Conditions des ressortissants de pays tiers retenus dans des centres (camps de détention, centres ouverts, ainsi que des zones de transit), avec une attention particulière portée aux services et moyens en faveurs des personnes aux besoins spécifiques au sein des 25 États membres de l'Union Européenne.**

## **Rapport de visite en Espagne**

Sara Prestianni, STEPS Consulting Social  
et  
Association nationale CEAR

REF: IP/C/LIBE/IC/2006-181

## SOMMAIRE

<b>I - Un cadrage général sur la situation des migrants et des demandeurs d'asile...</b>	<b>3</b>
I - Introduction générale.....	3
1-1 Législation sur les étrangers et l'asile, historique et évolution.....	3
1.2 Situation géographique et enjeux des routes migratoires .....	3
1.3 Dispositions générales dans le droit national protégeant les personnes vulnérables .....	4
1.4 Incorporation ou non de la directive accueil et de la directive procédures (points principaux). .....	4
2 – Statistiques générales .....	5
3 – Systèmes d'asile et d'immigration.....	6
3.1 Le système d'asile (dispositions légales et pratiques des Etats).....	6
3.2 Droits des personnes durant l'attente du statut de réfugié .....	7
3.3 Détention des demandeurs d'asile (conditions, lieux, recours). .....	8
4 – Les personnes en situation irrégulière.....	8
4.1 Législation et réglementation générale sur l'entrée et le séjour .....	8
5 La protection des personnes vulnérables .....	9
<b>PARTIE II – II Contesto e l'inchiesta sul campo.....</b>	<b>10</b>
A - il partner local .....	10
B - Svolgimento dell' inchiesta : missione sul campo dal 5 al 10 luglio.....	10
C-I Luoghi Visitati .....	13

# **I - Un cadrage général sur la situation des migrants et des demandeurs d'asile**

## **I - Introduction générale**

### **1-1 Législation sur les étrangers et l'asile, historique et évolution**

La loi organique n° 7 du 1er juillet 1985 sur les droits et libertés des étrangers en Espagne détermine les principes généraux relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers. Ils sont développés par son règlement d'exécution, qui a été approuvé par le décret royal n° 155 du 2 février 1996. Abrogeant le précédent décret, qui datait de mai 1986, ce nouveau texte prétend assurer une meilleure intégration sociale et professionnelle des étrangers en situation régulière et renforcer le contrôle aux frontières. La Loi sur l'immigration « Ley d'Extranjeria » a été ultérieurement modifiée en 2000 et en 2003 : Loi Organique 4/2000 réformée par la 8/2000 et par la 14/2003, ainsi que le Règlement 2393/2004 d'application de cette Loi Organique

Le droit d'asile est régi par d'autres textes. La loi n° 5 du 26 mars 1984, modifiée en mai 1994 pour accélérer l'examen des demandes et empêcher les détournements, pose les principes. Elle est entrée en vigueur en juin 1994 et a été complétée par le Décret Royal n° 203 du 10 février 1995.

### **1.2 Situation géographique et enjeux des routes migratoires**

La situation géographique et les liens culturels et historiques avec certains pays, constituent des éléments fondamentaux à prendre en compte dans les enjeux des routes migratoires.

La principale route migratoire d'accès au territoire espagnol est la voie aérienne, notamment l'aéroport international de Madrid-Barajas. La plus grande partie des vols est en provenance de l'Amérique Latine. La politique européenne qui rend obligatoire un visa pour certains pays qui n'en n'avait pas besoin auparavant, comme c'est le cas pour l'Équateur et la Colombie et aujourd'hui la Bolivie, a eu une grande influence sur les flux migratoires en Espagne, d'où l'augmentation des contrôles vis-à-vis des ressortissants de ces pays. Pendant les dernières années, cette logique de contrôle a provoqué des milliers d'expulsions arbitraires, sans aucun fondement et en toute illégalité. Une récente instruction du Ministère de L'intérieur a établi des critères publics et transparents pour déterminer s'il s'agit d'un touriste ou d'un immigré.

La migration par voie terrestre est très importante via la Frontière française. Par le passé, de nombreux problèmes se sont posés avec l'assistance juridique des citoyens non communautaires. L'entrée de la Roumanie et la Bulgarie dans l'Union Européenne a diminué le contrôle sur les flux migratoires terrestres puisque les ressortissants de ces pays représentaient la plus grande partie de migrants en situation irrégulière.

Moins nombreuse, mais encore plus dramatique, par le nombre de morts recensés, est la migration à travers la frontière maritime en provenance du Maghreb et des pays d'Afrique Subsaharienne. Les premières vagues arrivaient du Maroc, via le Détroit de Gibraltar, puis de Laayounne vers Fuerteventura. L'installation du système SIVE<sup>1</sup>, en 2001, a déplacé les voies d'accès en Espagne et a transformé les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla en nouveaux points de passage vers l'Espagne. Les migrants, après avoir passé des mois dans les forêts autour de Nador et Ceuta, essayaient de passer la frontière avec des échelles construites à la main. Les tragiques événements d'octobre 2005, où 15 personnes ont perdu la vie en essayant

---

<sup>1</sup> SIVE : sistema integrado de vigilancia exterior  
<http://www.guardiacivil.org/prensa/actividades/sive03/index.jsp>

de franchir les frontières, et ainsi les arrivées de plus en plus massives de migrants, ont amené le Gouvernement Espagnol et celui du Maroc à construire une troisième frontière entre les deux déjà existantes. La fermeture de ce point d'accès a extarnilisé la frontière européenne encore plus au sud. En janvier 2006, l'accès en Espagne via la mer partait de Naouadibou, en Mauritanie vers les îles de Tenerife et Gran Canaria. L'installation de Frontex, le long des côtes africaines et l'augmentation des contrôles ont repoussé les points de départs toujours plus au sud, vers le Sénégal, la Gambie, Casamance jusqu'en Guinée.

Pendant l'été 2007, au vu de la population présente sur l'île Fuerteventura, il semble que les départs vers les Canaries se fassent soit de l'extrême sud du Sénégal vers Tenerife (15 jours de traversé), soit du Maroc (Laayounne) vers Fuerteventura.

Le déplacement des points de départ vers l'Espagne a eu des conséquences tragiques sur l'augmentation du nombre des morts, qui selon les estimations, ont atteint le chiffre de 6000 sur la seule année 2006.

### **1.3 Dispositions générales dans le droit national protégeant les personnes vulnérables**

La législation en matière d'asile donne l'accès aux prestations sociales pour les demandeurs d'asile au même titre que les espagnols qui accèdent au système social public (éducation, services sociaux, sanitaires). Les groupes vulnérables jouissent donc des mêmes droits, mais il n'y a pas de dispositifs particulier de protection, hormis que pour les mineurs. Selon la loi, ils ne peuvent pas être enfermés dans les centres de rétention, sauf si les parentes se trouvent retenus et avec l'accord de ceux-ci et du procureur.

Au niveau du logement, il existe aussi des possibilités d'hébergement spécifiques (souvent il s'agit de leur trouver une place prioritaire dans les centres ouverts pour demandeurs d'asile) pour les catégories vulnérables : femmes enceintes, mères, mineurs ou demandeurs d'asile avec des problèmes psychologiques et psychiatriques.

### **1.4 Incorporation ou non de la Directive Accueil et de la Directive Procédures**

La loi d'asile n'a pas été modifiée après l'approbation de la Directive Européenne sur l'Accueil.

#### **Nombre, typologie et statut juridique des centres**

- **CIE (Centro internamiento extranjeros) :**

Les centres de rétention sont destinés aux étrangers qui se trouvent en situation irrégulière et qui sont aussi sujets d'une procédure d'expulsion. Les CIE sont des centres fermés, sous le contrôle de la « *Comisaria General de Extranjeria y Documentacion* » et gérés uniquement par la Police Nationale Espagnole (souvent aussi le service médical est assuré par un médecin de la police). Le placement en rétention est souvent une mesure préalable à l'expulsion définitive du pays. Seul un juge pénal peut décider le placement en rétention, dans les 72 heures. Le temps maximum de rétention est de 40 jours. Si, après ces 40 jours, il n'a pas été possible d'expulser l'étranger, il est remis en liberté. Pendant sa rétention, les personnes restent à disposition du juge.

Les CIE sont dénoncés constamment par le « Défenseur du Peuple » qui considère leurs conditions de vie pire que celles des prisons.

Les principaux droits des personnes détenues:

1. Être informé de sa situation
2. Respect de sa vie et de son intégrité physique
3. Facilitation de la reconnaissance des droits
4. Assistance médicale
5. Communication immédiate avec sa famille en Espagne, son avocat ainsi que le consulat de son pays en Espagne.
6. L'assistance juridique d'un avocat d'office.
7. L'assistance d'un interprète
8. Recevoir des visites.
9. Les mineurs ne peuvent pas être retenus dans ces centres. Sauf si les parents se trouvent retenus et avec l'accord de ceux-ci et du procureur.

**CETI (centro d'estancia temporal de Inmigrantes)**

Sur tout le territoire il n'existe que deux CETI, celui de Ceuta et celui de Melilla. Ces centres ouverts, localisés à la frontière, ont pour objectif d'accueillir les migrants qui arrivent en Espagne en situation d'irrégularité et de vulnérabilité. Ils sont gérés par le Ministère des Affaires Sociales et offrent un service d'assistance sociale, médicale, légale et psychologique. Les migrants accueillis dans ce centre vivent un régime de liberté, peuvent entrer et sortir, mais, étant donné la situation géographique des enclaves espagnoles au Maroc, ils ne peuvent pas sortir des deux villes et rejoindre la péninsule.

**Centres pour mineurs :**

Lorsqu'un mineur étranger ou espagnol (dans ce cas, la législation les traite de la même façon) est identifié, il est sous la tutelle des autorités de l'administration régionale (Les Communautés Autonomes). Cette administration devient donc responsable de son éducation, de sa formation et de sa situation sanitaire. Elle gère les centres de mineurs elle-même, mais dans certains cas et surtout dans le cas de mineurs entre 16 et 18 ans, les centres sont gérés par des associations spécialisées en éducation des mineurs.

Les conditions des centres pour mineurs, surtout aux Canaries, ont été très fortement critiquées dans le dernier rapport d'Human Rights Watch qui parle d'abus sexuels et de violences physiques contre les mineurs accueillis.

Le rapport : <http://hrw.org/spanish/reports/2007/spain0707/spain0707spweb.pdf>

**Centres ouverts pour demandeurs d'asile et réfugiés :**

Ces lieux d'accueil (hébergement, cours de langue, assistance légale) sont gérés soit par le Ministère d'Affaires Sociales, soit par certaines ONGs espagnoles. Ils existe aussi d'autres recours d'hébergement spécifique, souvent gérés par une ONG, pour les catégories vulnérables : femmes enceintes, mères mineurs ou demandeurs d'asile avec des problèmes psychologiques et psychiatriques

**2 – Statistiques générales**

- Population immigrée 3,2 millions en mars 2007 en situation régulière, l'estimation d'étrangers en situation irrégulière est de 500.000.

- ❑ Nombre de demandes d'asile : 5297 en 2007 ; 5254 en 2005 ; 5404 en 2004 ; 5918 en 2003 ; 6309 en 2002.
- ❑ Nombre de personnes ayant obtenu le statut de réfugié : 155 en 2006 ; 190 en 2005 ; 199 en 2004 ; 213 en 2002 ; 153 en 2002.
- ❑ Nombre de places d'accueil en centres ouverts pour demandeurs d'asile : 775 places gérées par les ONGs, 400 gérés par l'administration du Ministère des Affaires Sociales. À celles-ci il faut ajouter les 480 places du CETI de Melilla et les 450 du CETI de Ceuta, qui hébergent migrants et demandeurs d'asile.
- ❑ Nombre d'étrangers en situation irrégulière (estimations) : entre 500.000 et 700.000
- ❑ Nombre d'étrangers en situation irrégulière interpellés : 22.000 en 2006 ; entre les personnes retournées depuis la frontière et les expulsés depuis le territoire.
- ❑ Nombre de personnes détenues par an : Information non disponible. En tout cas, ces chiffres confondent les détentions pour situation administrative irrégulière et celle de caractère pénal.
- ❑ Nombre d'expulsions par an (refoulement, reconduites à la frontière, expulsions, réadmissions Dublin) :
  - Réadmissions Dublin acceptées par l'Espagne d'autres États : 624
  - Réadmissions réalisées par l'Espagne a d'autres États : 284
  - 46000 : Réadmissions au pays d'origine. ( Dévolution depuis la frontière)
  - 11300 expulsés ( Expulsion depuis le territoire)
  - 22 000 retours volontaires

Source des statistiques : Ministère de l'intérieur

### 3 – Systèmes d'asile et d'immigration

#### 3.1 Le système d'asile

- Loi sur l'asile.

Le Droit d'asile est reconnu à la base par la Constitution Espagnole de 1978. La loi qui régule la reconnaissance et les fondements du Droit d'asile date de 1984 (Loi 5/1984 du 26 mars.). La loi n'as pas été réformée depuis cette date. La réglementation de la procédure d'asile est aussi liée au Règlement 203/1995 de 10 de février.

- Procédure d'examen de la demande d'asile

Une phase préliminaire d'examen de la demande d'asile est effectuée par l'OAR.. Cette phase appelée « solicitud de admision a tramite » se traduit approximativement par « demande d'autorisation à engager une procédure d'asile ». L'évaluation des dossiers a lieu sur le territoire espagnol, à la frontière (aéroports), ou dans tous lieux de représentation officielle de l'Espagne dans un pays différent du pays d'origine du demandeur d'asile. Elle est effectuée après un entretien bref et la rédaction du récit par le demandeur d'asile. Les délais de réponse de l'administration varient en fonction du lieu de dépôt de la demande d'asile. À la **frontière**, cela peut aller jusqu'à six jours (avec les recours administratifs), sur le **territoire** espagnol l'OAR doit donner sa réponse dans les deux mois qui suivent l'entretien. Le silence de

l'administration est interprété comme positif (si aucune réponse n'est donnée au bout des deux mois, le demandeur d'asile est autorisé à engager une procédure de demande d'asile).

Une fois cette première étape passée avec succès, la procédure d'asile est engagée, le demandeur dispose d'une « carte jaune » qui l'autorise à séjourner sur le territoire. Pendant six mois, il a droit à une aide financière et à un logement à condition qu'il indique à l'administration son lieu de résidence. Une fois les six mois écoulés il a la possibilité de demander un permis de travail (qu'il obtient automatiquement).

Les demandes jugées recevables sont ensuite examinées par une commission *ad hoc*. Les décisions de refus de cette dernière entraînent l'obligation de quitter le territoire, à moins que l'intéressé n'ait la possibilité de rester en Espagne conformément à la législation générale sur les étrangers, ou que ce droit lui soit accordé à titre exceptionnel "*pour des raisons humanitaires ou d'intérêt public*". Les **recours**, administratifs ou contentieux, contre de telles décisions **n'ont pas d'effet suspensif**.

### **3.2 Droits des personnes durant l'attente du statut de réfugié**

**Droit au travail** : Il est reconnu dans le cas de demandeurs d'asile qui ont vu leur demande enregistrée, mais seulement 6 mois après de la demande : Une fois les six mois écoulés ils ont la possibilité de demander un permis de travail.

**Droit à la santé** : Reconnu dans la même mesure que pour le reste des citoyens.

**Droit au logement** : Il est reconnu, pour les demandeurs d'asile, le droit d'être hébergé dans les centres gérés par le Ministère des Affaires Sociales. Pendant six mois, ils ont droit à une aide financière et à un logement à condition qu'ils indiquent à l'administration leur lieu de résidence.

**Droit à une revenue**: ce droit est reconnu dans le cas des demandeurs d'asile et réfugiés ; les prestations économiques couvrent les besoins basiques. Pendant six mois, ils ont droit à une aide financière et à un logement à condition qu'ils indiquent à l'administration leur lieu de résidence.

**Droit à l'éducation** : Il est reconnu et est gratuit jusqu'aux 16 ans.

**Assistance juridique** : Le droit à cette assistance est reconnu légalement lors de la demande d'asile, il n'est pas reconnu durant l'étude du cas d'asile. Lors de possibles recours en Justice il est reconnu si le demandeur manque de moyens économiques.

**Système d'hébergement des demandeurs d'asile** : Les demandeurs d'asile peuvent être accueillis dans les centres spécifiques, gérés par l'Administration Centrale (communautés autonomes), Ministère des Affaires Sociales ou par les ONGs, dans la limite des places disponibles.

**Dispositions particulières concernant les populations vulnérables** : Au niveau du **logement**, il existe aussi des recours d'hébergement spécifiques pour les catégories vulnérables : femmes enceintes, mères mineurs ou demandeurs d'asile avec des problèmes psychologique et psychiatrique : une place prioritaire dans les centres sera accordée aux groupes vulnérables.

### **3.3 Détention des demandeurs d'asile (conditions, lieux, recours).**

Seuls ceux qui demandent l'asile aux frontières (notamment aux aéroports et aux îles Canaries) peuvent être détenus. Les **mineurs non accompagnés** ne peuvent pas être détenus dans les CIE.

#### **Incorporation dans la législation nationale de la Directive « Accueil » concernant les dispositions sur les personnes vulnérables) :**

Il n'y a pas eu de réforme légale dans la législation nationale après l'introduction de la Directive « Accueil »

## **4 – Les personnes en situation irrégulière**

### **4.1 Législation et réglementation générale sur l'entrée et le séjour**

Loi Organique 4/2000 réformé par 1 8/2000 et par la 14/2003, ainsi que le Règlement 2393/2004 d'application de cette Loi Organique.

**Détention à la frontière :** Il y a plusieurs causes de détention à la frontière: si le citoyen n'a pas de document d'identification et de voyage, s'il n'a pas de visa de voyage, mais aussi lorsqu'il n'a pas besoin de visa mais qu'il est suspecté d'immigrer illégalement. La détention se réalise dans des salles situées à l'intérieur de la zone internationale de l'aéroport, avant le contrôle des passeports. Dans ces trois cas, la personne peut être maintenue à l'aéroport en attente de la résolution de son cas (refoulement ou admission sur le territoire). S'il est enfermé dans le centre de rétention (à cause de la longue durée de la procédure) il a droit à l'assistance juridique, médicale et d'un interprète, si nécessaire. Avec l'assistance d'un avocat (généralement avocat d'office), l'étranger bloqué à la frontière est interrogé par un policier du Commissariat de l'aéroport. Si l'administration décide de le refouler, le recours en Justice est possible, mais il ne sera pas suspensif.

**Détention sur le territoire national pour éloignement :** La décision d'enfermement, demandé par l'Administration Nationale (Subdélégation du Gouvernement), doit être notifiée par un juge pénal. Elle doit être décidée avant les 72 heures après l'identification, dépassé cette limite de temps ça tomberait dans un cas d'Habeas Corpus (STC 232/1999, de 13 de diciembre; STC 224/1999, de 13 de septiembre; STC 147/2000, de 22 de mayo; STC 179/2000, de 26 de junio.). Si le juge ne statue pas pour l'expulsion, l'étranger devra être mis en liberté et il ne pourra plus être détenu dans la même procédure administrative.

#### **Réglementation de la détention :**

**Durée maximale de détention :** 40 jours

**Compétences pour le placement en détention :** Juge pénal pour la détention sur le territoire et le ministère de l'intérieur dans le cas de détention en frontière (aéroport).

**Fondements juridiques pour le placement en détention :** Se trouver en situation irrégulière dans le territoire espagnol.

**Voies de recours contre le placement en détention :** Recours en justice face au Juge pénal dans le cas de déportation depuis le territoire et le juge administratif dans le cas de poste de frontière. Le recours contre la décision d'expulsion, dans la pratique, est



inapplicable parce que la décision sera prise quand l'étranger aura déjà été expulsé dans son pays. Une autre solution est faire un recours au Consulat-Ambassade Espagnole du pays où l'étranger a été expulsé.

### **Protections contre le placement en détention**

Les mineurs non accompagnés ne peuvent être mis en détention. Par contre ceux qui se trouvent avec un membre de leur famille resteront dans les salles d'enfermement de l'aéroport. Dans le cas des centres de détentions au territoire, les mineurs isolés ne peuvent pas être enfermés et ceux qui se trouvent avec leur famille, non plus, sauf dans le cas d'un avis positif du procureur, du juge et des parents détenus. Évidemment les liens familiaux devront être certifiés par voie documentaire

Les femmes enceintes, avec une grossesse qui dépasse le 6 mois, ne peuvent pas être expulsées.

### **Droits des personnes durant la rétention**

- Droit à une assistance juridique : Droit reconnu et garanti par un avocat gratuit du Barreau de Madrid, si la personne détenue n'a pas d'avocat propre.
- Accès aux soins : reconnu.

## **5 La protection des personnes vulnérables**

Au cours de la procédure la seule catégorie vulnérable protégée est celle des mineurs isolés, qui ne peuvent pas être enfermés dans les centres de rétention ni être expulsés.

Au niveau du **logement**, ils existent aussi des recours d'hébergement spécifiques (priorité dans le logement) pour les catégories vulnérables : femmes enceintes, mineurs ou demandeurs d'asile avec des problèmes psychologique et psychiatrique

**Droit à un revenu** : ce droit est reconnu dans le cas des demandeurs d'asile et réfugiés en situation de vulnérabilité. Les prestations économiques couvrent les besoins de première urgence. En aucun texte de loi il est spécifié quel est le montant de ce revenu.

**Femmes enceintes** : une femme enceinte, qui a dépassé le 6e mois de grossesse ne peut pas être expulsée.

## **II – Il contesto e l’inchiesta sul campo**

### **A - il partner local**

**CEAR** è una ONG, fondata nel 1979, che si occupa principalmente di azioni giuridiche e sociali in difesa del diritto d’asilo.

Gli obiettivi principali dell’associazione sono:

- difesa e protezione del diritto d’asilo e dei diritti dei rifugiati.
- Attenzione giuridica e sociale ai migranti
- In collaborazione con la Fondazione Cear, l’ONG finanzia e sostiene dei progetti di sviluppo nei paesi d’origine e transito dei migranti. Nei progetti di collaborazione rientrano anche delle attività volte a promuovere processi di pace, democratizzazione, sviluppo economico e sostenibile dei popoli .
- Assistenza giuridica, sociale, economica e umanitaria ai rifugiati interni.

### **B - Svolgimento dell’ inchiesta : missione sul campo dal 5 al 10 luglio**

Le difficoltà che si sono presentate nell’aver l’autorizzazione per accedere ai centri di detenzione hanno provocato il ritardo dell’inizio della missione e ne hanno causato gli svariati cambi di programma. Le autorità centrali spagnole hanno dimostrato essere molto reticenti nei confronti dell’inchiesta, non volendo, inizialmente avere come interlocutore né Steps né il partner locale Cear. Solo dopo numerose chiamate, sia alla Commisaria General de Extranjeria che al Ministero degli Interni, organi competenti nella gestione dei centri, ci è stata accordata una prima informale autorizzazione. Sulla base delle proposte della Commisaria, arrivate tardivamente, e su quelle concordate dall’investigatore internazionale in collaborazione con CEAR, è stata decisa un’agenda delle visite. Non avendo in nessun momento la certezza delle date è stato praticamente impossibile programmare delle visite con rappresentanti d’ONG , istituzioni locale e visitare dei centri aperti (svariati appuntamenti erano stati presi, ma avendo la conferma dell’agenda di visita che il giorno prima dell’inizio della missione è stato impossibile programmare ulteriori visite)

Nonostante le difficoltà per ottenere l’autorizzazione, le visite nei centri si sono svolte come previsto dall’agenda concordata il giorno prima della partenza e il personale amministrativo del centro ha dimostrato un buon livello di partecipazione all’inchiesta. Durante le visite abbiamo potuto intrattenerci in maniera confidenziale con tutte le persone trattenute che abbiamo indicato come facenti parte di un gruppo vulnerabile.

Per quanto riguarda l’identificazione d’eventuali personale vulnerabili c’è stata poca collaborazione da parte dei poliziotti che ritenevano non ci fossero persone vulnerabili nel centro<sup>2</sup>. L’immagine che i responsabili amministrativi del centro tracciavano delle persone trattenute è risultata essere molto negativa, come traspare da alcune frasi pronunciate dai direttori dei centri : “ Quelli che arrivano sulle nostre coste non hanno cultura, basta dare loro da mangiare e da dormire e sono contenti”; “L’80% delle persone trattenute in questo centro sono criminali, l’altro 20% lo diventa restando qui”; “ Sono dei selvaggi, è colpa loro che qua è tutto così sporco”.

---

<sup>2</sup> Il direttore del centro di Madrid ha ben sottolineato il fatto che le persone vulnerabili erano piuttosto gli spagnoli

In generale abbiamo potuto notare anche una profonda ignoranza, da parte dei direttori del centro, non solo sulla popolazione trattenuta, ma sul fenomeno migratorio nella sua globalità. Ogniqualevolta una domanda del questionario si riferiva al fenomeno immigrazione più globalmente di quella che è la vita del centro, la risposta che ci veniva fornita è che il soggetto non era di loro competenza!

### **Giovedì 5 luglio**

**Visita del centro di detenzione « Zona Franca » di Barcellona.** Il centro di Barcellona, proposto nell'agenda dalle autorità spagnole, è il centro più recente in Spagna, inaugurato lo scorso anno.

Durante la visita, alla quale ha partecipato la rappresentante di CEAR Catalogna, abbiamo potuto intervistare il direttore del centro, del corpo nazionale della polizia spagnola, il medico del centro, del corpo nazionale della polizia e 2 persone trattenute :

- Un giovane del Camerun, con chiari segnali di perturbazioni mentali dovute ai 2 anni e 6 mesi trascorsi nel tentativo di raggiungere l'Europa dal Camerun, di cui 1 anno e 6 mesi trascorsi nelle foreste del Marocco, note per l'alto grado di violenza e per le condizioni precarie di vita.
- Questionario sottoposto ad una ragazza cilena, indicataci dal direttore del centro in quanto psicologicamente vulnerabile
- Discussione informale con alcuni detenuti del centro, che ci spiegano le difficoltà della vita nel centro.

### **Venerdì 6 luglio**

**Visita del centro di detenzione di Algeciras.**

Alla visita nel centro d'Algeciras, antica carcere situata vicino al porto della città, ha partecipato la responsabile CEAR Malaga.

Intervista al direttore del centro, del corpo nazionale di polizia, al medico del centro, contattato dal corpo nazionale di polizia e a due persone vulnerabili:

- Una giovane ragazza russa in cinta di un mese, che ci racconta avere subito delle violenze psicologiche nei cinque giorni di detenzione alla Commisaria prima di essere portata nel centro.
- Un giovane Boliviano, che ha subito una violenza fisica durante il suo soggiorno nel territorio spagnolo, in conseguenza della quale ha dovuto subire svariati interventi alla testa.
- Durante la visita ci siamo potute intrattenere informalmente con un gruppo di 30 algerini arrivati in pateras sulle coste d'Andalusia, una decina di giorni precedenti. Durante la visita ci siamo potute intrattenere a lungo con il blocco delle donne, tra cui, la maggior parte, erano state arrestate in una operazione contro la rete di prostituzione e detenute tra Malaga e Algeciras.

### **Sabato 7 luglio**

**Visita al centro di detenzione di Malaga**

Alla visita nel centro di Malaga, antica costruzione d'inizio '900 nel centro della città, ha partecipato la responsabile CEAR Malaga.

Intervista al direttore del centro del corpo nazionale della polizia spagnola. Nel centro non era presente il responsabile del servizio medico sanitario a cui non abbiamo quindi potuto sottoporre il questionario.

All'interno del centro abbiamo svolto delle interviste con tre persone trattenute:  
Una ragazza algerina, vittima di violenze fisiche nel paese di origine; un signore di 68 cileni, da più di 20 anni in Spagna ed un giovane ragazzo del Bangladesh sottoposto a trattamento medico perché sofferente di disturbi del sonno, in condizioni quindi di vulnerabilità psicologica.

### **Lunedì 9 luglio**

#### **Visita del centro di detenzione di Fuerteventura, isole Canarie.**

Durante la visita al centro di Fuerteventura ero accompagnata da un membro dell'equipe giuridico della sede centrale di Cear.

Intervista al direttore del centro, del corpo di polizia nazionale spagnola. Nel centro non era presente il responsabile medico-sanitario, ma solo una suora volontaria che si occupa di medicare le ferite dei detenuti.

All'interno del centro abbiamo sottoposto il questionario a 6 persone trattenute, considerate vulnerabili:

- Due ragazze di 18 anni, una della Sierra Leone, l'altra proveniente dall'Uganda, entrambe mostrano chiari segni di violenze fisiche e psicologiche subite durante gli anni passati nelle foreste marocchine durante il transito verso l'Europa.
- Un ragazzo della Costa d'Avorio, richiedente d'asilo.
- Un giovane ragazzo del Gambia, visibilmente sotto choc in seguito al viaggio intrapreso in cayucos dal Gambia e durato 12 giorni.
- Un giovane ragazzo della Guinea Conakri che si dichiara minore ma che è detenuto, illegalmente, nel centro di detenzione, perché considerato a sguardo esteriore maggiore dall'equipe della Croce Rossa che presta servizio al porto.
- Un giovane ragazzo del Gambia, che dimostra chiari segni di vulnerabilità psicologica causata dal trauma dei 12 giorni passati sul cayucos e dalla lungo periodo di detenzione in condizioni altamente precarie e a trattamenti inumani a cui è sottoposto

### **Martedì 10 luglio**

#### **Visita al centro di detenzione di Madrid**

Durante la visita al centro di Madrid ero accompagnata da un membro dell'equipe giuridico della sede centrale di Cear.

Intervista al direttore del centro, del corpo nazionale della polizia spagnola e al responsabile medico sanitario del centro, del corpo nazionale della polizia.

Durante la visita abbiamo potuto sottoporre il questionario B a 4 persone:

- Una donna incinta di quattro mesi, in forte stato di stress per le condizioni di violenza che denuncia vivere nel centro

- Un ragazzo algerino con una protesi facciale alla mascella (che necessita quindi di accurato trattamento medico), che denuncia avere subito delle violenze fisiche da parte dei poliziotti del centro.
- Un signore Colombiano, richiedente d'asilo, a causa delle violenze fisiche subite nel paese d'origine.
- Un ragazzo di 19 anni, colombiano, che mostra evidenti segni di vulnerabilità causati dall'alto livello di violenza del centro

## **C-I Luoghi Visitati**

### **In Spagna si possono identificare due tipi di centri:**

**CIE: Centros de Internamento por extranjeros.** Queste strutture sono dei luoghi di detenzione chiusi a regime carcerario. In questi centri possono essere detenuti stranieri senza permesso di soggiorno, stranieri in attesa del procedimento d'espulsione e richiedenti asilo in attesa dell'ammissione a tramite sul territorio.

### **CETI: Centro de Estancia Temporal de Inmigrantes.**

Centri d'accoglienza aperti, localizzati nei luoghi di frontiera (Ceuta e Melilla), che permettono di accogliere i migranti che arrivano in Spagna. Coloro che sono accolti in questi centri possono uscire dal centro ma non dalla città, a causa della localizzazione geografica delle due enclavi spagnole in Marocco. Questi centri sono gestiti dal Ministero degli Affari Sociali.

**Spiegazione della selezione dei centri:** Considerando la situazione geografica del paese, alla frontiera sud dell'Europa, delle sue dimensioni e distanze interne, del numero dei centri chiusi ( 8 centros de internamento e 2 CETI), della varietà delle situazioni di detenzione e, soprattutto, delle difficoltà avute con le autorità per la decisione dell'agenda finale e in conseguenza dell'impossibilità di organizzare con anticipo la missione, è stato deciso, in accordo con il partner locale di visitare 5 centri di detenzione.

Sono stati quindi presi in conto i seguenti criteri nella selezione dei centri:

- centro proposto dall'autorità spagnola: *CIE di Barcellona*
- centro suscettibile di accogliere i migranti arrivati sulle coste spagnole in cayucos o pateras; il lungo transito nei paesi Africani e il viaggio sono fattori che creano profonda vulnerabilità psicologica nei migranti, che in più si trovano ad affrontare condizioni altamente precarie di detenzione, in un momento di forte fragilità fisica: *CIE di Algeciras* e *CIE di Fuerteventura*
- centro noto per i numerosi processi violenze e abusi verso la popolazione trattenuta: *CIE di Malaga*
- E' stato selezionato il *CIE di Madrid* per il suo carattere centrale e per il grande afflusso di migranti e richiedenti asilo identificati senza documenti sul territorio spagnolo

## **CIE "Zona Franca" BARCELONA**

Il centro di detenzione di Barcellona è l'esempio della nuova generazione dei CIE in Spagna. Aperto nell'agosto del 2006 dopo la chiusura dell'antico centro di detenzione, la Verneda si

situa nella zona industriale della città. Il centro ha una capienza totale di 226 posti, 148 per gli uomini e 78 per le donne, divisi in due blocchi: quello maschile e quello femminile. Le stanze sono composte da 6 letticiascuna; vengono fornite le coperte ma non le lenzuola. E' previsto anche un blocco per le famiglie, con due stanze e una cella di isolamento, per i casi più violenti. Le infrastrutture (stanze, sala comune, patio) del centro, pur restando chiaramente carcerarie<sup>3</sup>, sono in buono stato e pulite.

All'interno del centro sono previste due sale da visita: una per gli avvocati composta da un tavolo con le sedie e l'altra, per i familiari delle persone trattenute, composta da due tavoli con un vetro di separazione che impedisce qualsiasi tipo di contatto fisico tra le due persone. Quando chiediamo il motivo di questa misura di sicurezza il direttore ci spiega che l'80% delle persone che entrano in questo centro sono criminali, e il restante 20% lo diventa restando nel centro, quindi bisogna prevenire in caso fossero introdotti oggetti contundenti o droga all'interno del centro!

Guardando i registri risulta che solo una minima parte proviene da esperienze di carcere e che la maggior parte della popolazione proviene dalle frontiere marittime e terrestri, o è stato fermato sfornito di permesso di soggiorno, in seguito ad un controllo d'identità. Quando chiediamo al medico che tipo di popolazione è presente nel centro dove presta servizio, non ci sa rispondere.

Il centro è dotato di una cucina autonoma e di una lavanderia, dove gli effetti personali delle persone trattenute sono lavati insieme, senza divisione.

Sia il medico, che il direttore, che il capo della sicurezza sono del corpo della polizia nazionale spagnola.

Il centro ha un **sistema d'organizzazione tipicamente carcerario**: sveglia alle 8h30, colazione, dalle 10h00 alle 13h30 restano nel patio o nella sala comune, perché le camere vengono chiuse, alle 12h30 pranzo, dalle 13h30 alle 16h00 vengono chiusi nella zona alloggio, dalle 17h00 alle 19h00 sono previste le visite, alle 19h30 la cena e dopo la cena vengono accompagnati nelle celle che vengono chiuse a chiave alle 23h00, per essere poi riaperte alle 08h30 di mattina. Durante il tempo in cui sono chiusi nelle celle hanno accesso solo al wc che si trova all'interno.

All'interno del centro è presente solo del **personale della polizia**, non sono presenti assistente sociale o psicologi; il medico ci dice che da qualche giorno sono presenti degli interpreti.

Durante la visita le persone trattenute, specialmente del blocco degli uomini, cercavano di parlare con noi affinché potessimo risolvere la loro situazione, sottolineando il fatto che all'interno del centro nessuno li ascolta.

La mancanza di tempo non ci ha permesso di parlare con tutte le persone per capire gli effettivi traumi delle persone presenti nel centro. Partendo dal presupposto che il direttore del centro dichiarava l'assenza di persone vulnerabili nel centro da lui gestito è stato complicato riconoscere le persone più vulnerabili

### **Presenza di persone vulnerabili nel centro:**

Minori non accompagnati: non possono essere trattenuti nei CIE

---

<sup>3</sup> Le stanze sono celle, i blocchi sono chiusi da porte blindate, ad ogni piano ci sono dei poliziotti che controllano i movimenti delle persone trattenute, le stanze vengono chiuse a chiave di notte, grate e sbarre dovunque lasciano pensare ad un sistema carcerario.

Minori in famiglia: nel centro è previsto un modulo per le famiglie. Il modulo per le famiglie è una cella come le altre, ma molto più spaziosa, dotata di un letto per neonati e un divano.

Genitori con figli minori a carico. Nel caso fossero presenti dei genitori con minori a carico, sarebbero alloggiati nel modulo familiare. Il direttore ci dice che il modulo è stato usato solo una volta, qualche giorno prima della nostra visita, per trattenere una donna con il figlio di qualche anno.

Disabili (fisici, mentali, sensoriali). Il centro, strutturato su due piani non è accessibile per persone a disabilità motoria. Il direttore del centro ci dice che in caso si presentassero delle persone fisicamente disabili non sarebbero ammesse nel centro. Dato la carenza di personale specializzato, invece, ci risulta difficile immaginare che si possano riconoscere dei segni di disturbi mentali e sensoriali e di poter farsene carico.

Donne incinte. Durante la nostra visita non c'erano donne incinta. Il direttore dice che nel centro possono essere accolte le donne che sono solo ai primi mesi di gravidanza.

Persone anziane. Durante la nostra visita non c'erano persone anziane nel centro. In caso fossero presenti non sono previsti dispositivi particolari per accoglierli.

Persone affette da malattia cronica Il medico del centro non è in grado di fornire informazioni statistiche sullo stato di salute delle persone trattenute. Cita solo, come malattia frequente, il diabete.

Persone che necessitano trattamento medico o psicologico Rispetto a questo gruppo di persone vulnerabili il medico non sa dare informazioni precise. Le sole persone a cui fa riferimento sono i poli-tossicomani, seguiti con cure al metadone.

#### *DURANTE LE VISITE NEI CIE SONO STATI IDENTIFICATI ALTRI GRUPPI VULNERABILI:*

Vulnerabilità psicologica dovuta alle condizioni di trattenimento nei CIE. Al nostro arrivo le persone hanno mostrato chiari segni d'insofferenza alla detenzione nel centro e desiderio di comunicare il loro stato di malessere. Le donne, in numero minore nel centro, sembravano meglio sopportare le condizioni di vita nel centro.

Vulnerabilità psicologica dovuta al trauma del viaggio. Una delle due persone a cui abbiamo sottoposto il questionario, mostrava chiari segni di disequilibrio mentale a causa del lungo viaggio intrapreso per arrivare in Europa. Partito due anni e sei mesi prima dal Camerun, aveva trascorso un anno e otto mesi vivendo nelle foreste del Marocco, in condizioni di totale precarietà ed esposto a persecuzioni e violenze<sup>4</sup>. Lo stato di choc in cui si trovava al suo arrivo in Europa, a cui è seguita l'immediata detenzione, era evidente.

#### **CIE d'ALGECIRAS**

Il centro di detenzione di Algeciras, antica carcere della città, si trova non lontano dal porto, in pieno centro cittadino. La **struttura**, di natura carceraria, è composta da 5 moduli: 3 per gli uomini, 1 per le donne e 1 per le famiglie; per ogni modulo è prevista una mensa. Ogni modulo è composto da stanze da 7 letti ciascuno. La capacità totale del centro è di 192 posti. I servizi igienici sono 35 in tutto.

Lo stato della struttura risulta fortemente degradato, soprattutto le stanze e i servizi igienici.

---

<sup>4</sup> Numerosi rapporti e libri analizzano le difficoltà della vita dei migranti subshariani in transito in Marocco. Vedi « Le Livre Noir de Ceuta et Melilla » pubblicato da Migreurop, i rapporti dell'AFVIC o di GADEM

Una volta arrivati nel centro le persone trattenute ricevono solo una coperta ignifuga (le lenzuola non sono previste!) e uno spazzolino da denti che servirà loro per i 40 giorni di detenzione.

Come negli altri centri non è prevista la distribuzione di vestiti e di kit igienici<sup>5</sup>.

Il centro è gestito dalla **polizia nazionale spagnola**, il medico è contrattato dalla polizia stessa; non sono previsti mediatori, psicologici, assistenti legali. La sola figura esterna alla polizia, oltre il medico, è un interprete di lingua inglese. Per tutto il centro c'è un effettivo della polizia di 30 persone con una media di 5-6 poliziotti per turno, la figura di un poliziotto donna è prevista ad ogni turno.

Il **servizio medico sanitario** è disponibile all'interno del centro 3 ore al giorno, generalmente di pomeriggio, in caso d'emergenza possono fare appello al servizio d'urgenza dell'ospedale di Algeciras

Durante il colloquio con il responsabile medico sanitario ci rendiamo conto della distanza che c'è tra le autorità e le persone trattenute nel centro: quando gli chiediamo lo statuto delle persone che visita, dice di non esserne a conoscenza e di sapere solo che sono tutti illegali sul territorio spagnolo e che non esistono statistiche mediche degli ospiti. Nonostante questo ammette che il centro necessiterebbe di più personale, quali psicologi, assistenti sociali, avvocati e religiosi.

Il centro ha un **sistema di organizzazione tipicamente carcerario**:

sveglia alle 9h00, colazione, dalle 10h00 alle 13h30 vengono rinchiusi nel patio senza possibilità di uscita, alle 13h30 pranzo, dalle 14h00 alle 18h00 vengono rinchiusi nella zona alloggio fino alle 21h00; dopo la cena vengono accompagnati nelle celle che vengono chiuse a chiave alle 23h00, per essere poi riaperte alle 09h00 di mattina. Durante il tempo in cui sono chiusi nelle celle hanno accesso solo al wc che si trova all'interno. Il bagno non è chiuso, quindi, soprattutto le donne, dicono che è degradante doverlo utilizzare.

**Questioni pratiche:** una volta arrivati nel centro, le persone trattenute hanno diritto ad una sola telefonata, per le altre devono comprare le schede telefoniche nei distributori messi a disposizione dalla polizia.

Non è prevista la distribuzione di vestiti ed è lo stesso direttore del centro che ci dice che a volte, per casi di urgenza<sup>6</sup>, è costretto a portare dei vestiti di seconda mano da casa sua

I pasti sono preparati direttamente nel centro, in una cucina comune.

Quando arriviamo nel centro, un gruppo di subsahariani arrivati una trentina di giorni prima nel centro si prepara a uscire e ad essere accolto da un'associazione nel quadro del progetto "accoglienza subsahariani". Tra loro tre donne in avanzato stato di gravidanza.

**Presenza di persone vulnerabili nel centro:**

Minori in famiglia: i minori in famiglia possono essere trattenuti nel centro, anche quando sono molto piccoli, perché nel centro è stato predisposto un modulo per le famiglie. Il direttore del centro ci dice che sono uscite dal centro due famiglie, proprio due giorni prima della visita. Nel 2006 sono transitati per il centro almeno 10 bambini accompagnati dalle madri. Non c'è nessun dispositivo particolare per l'accoglienza dei bambini nel centro, se non

---

<sup>5</sup> Il kit igienico e i vestiti risultano fondamentali per coloro che provengono dagli sbarchi e che non possiedono niente. In effetti solo per coloro che sono intercettati sul territorio e che hanno dei conoscenti che possano portare loro gli effetti personali non è indispensabile la distribuzione del kit, ma sono solo una minima parte della popolazione trattenuta.

<sup>6</sup> Alla maggior parte delle persone che provengono dalle Canarie o è arrivata via pateras in Spagna vengono sottratti i vestiti, per questioni di sicurezza.



il fatto che ci sia un modulo separato (nello stesso stato di degrado che gli alloggi degli altri blocchi)

Minori non accompagnati: non possono essere trattenuti nei CIE

Genitori con figli minori a carico: possono essere trattenuti nel centro e possono usufruire del modulo adibito per la famiglia. Il modulo è composto da piccole celle chiuse, con uno spazio mensa davanti alle celle per la giornata. Le famiglie non hanno accesso al patio perché ce ne sono solo due: uno per le donne e uno per gli uomini.

Disabili (fisici, mentali, sensoriali): un disabile non potrebbe accedere al centro, che si trova su due piani e le cui strutture non sono predisposte per l'accesso di persone a capacità motoria ridotta.

L'assenza nella struttura di uno psicologo rende difficile l'identificazione di un disabile mentale o sensoriale.

Persone anziane: il direttore dichiara che la popolazione del centro che gestisce è mediamente giovane. Nel caso ci fosse una persona anziana non sarebbero comunque previsti dei dispositivi particolari per facilitare la sua permanenza nel centro.

Donne incinte: nel 2006 sono state trattenute nel centro almeno 50-60 donne incinte. Quando siamo arrivati tre ne stavano uscendo e una è presente nel centro. Una delle tre che stava uscendo dal centro mostrava segni di una gravidanza avanzata (almeno al sesto-settimo mese). Il solo dispositivo presente per le donne incinte è l'ambulatorio del centro a cui possono accedere regolarmente. Il medico dice di somministrare loro delle vitamine (ferro e acido folico) affinché recuperino le forze. E' così frequente la presenza di donne incinta in questo centro che il medico, durante la visita iniziale, in caso di dubbio, somministra il test di gravidanza.

Durante la visita ci siamo potute intrattenere con una giovane ragazza russa, incinta di un mese. Rispetto alle condizioni del centro lamenta il clima carcerario e le condizioni della struttura, per quanto riguarda l'assistenza medica, dice di essere ben seguita.

Quello che però più l'ha turbata sono i tre giorni che ha passato nella questura prima di essere portata nel centro: erano in 17 donne, dormivano tutte nella stessa stanza, al suolo con dei materassi. Racconta che non potevano uscire dalle celle, per andare in bagno dovevano chiedere il permesso ai poliziotti ed erano costrette ad andarci lasciando la porta aperta, sotto lo sguardo delle sentinelle.

Persone che hanno subito violenze fisiche o psichiche: nel centro risulta difficile l'identificazione di persone aventi subito traumi, il direttore stesso ci dice di non saperlo poiché non hanno il tempo di parlare con le persone trattenute!

Durante la visita nel patio, quando c'intratteniamo informalmente con le persone trattenute, incontriamo un giovane ragazzo boliviano che è stato vittima di un'aggressione durante la sua permanenza sul territorio spagnolo ed ha quindi subito un'operazione alla testa.

Durante la stesura del questionario lamenta particolarmente l'inattività alla quale sono costretti<sup>7</sup>; le condizioni della struttura che definisce decadente, i servizi igienici senza porta che non permettono di avere della privacy. Lo stato d'attesa e d'inattività provoca molte tensioni tra le persone trattenute, che litigano spesso tra loro. Ogni litigio ha come conseguenza immediata l'intervento della polizia nel patio o nelle camere. Lamenta inoltre l'inadeguatezza delle cure mediche, soprattutto in casi come il suo, che avrebbe bisogno di un'assistenza costante.

---

<sup>7</sup> Passano le giornate nel patio ma non è prevista alcuna attività !

Persone affette da malattia cronica: Il medico del centro non ci fornisce dati statistici in quanto allo stato di salute delle persone trattenute ma ci comunica, in linea generale, le malattie più frequentemente riscontrabili: diabete, ipotiroidismo, epilessia, ipertensione. Ci parla di casi di tachicardia, riscontrabili nelle persone che sono appena arrivate nel centro e che vivono in uno stato di paura costante.

Persone che necessitano trattamento medico o psicologico: All'interno del centro non è previsto alcun trattamento psicologico, né l'identificazione d'eventuali traumi psichici. Per quanto riguarda i trattamenti medici, questi vengono somministrati nel limite delle capacità e dell'orario del servizio medico interno al centro. Ai soggetti poli-tossicomani, non viene somministrato metadone, ma sono seguiti con una cura di tranquillizzanti.

Vulnerabilità psicologica dovuta alle condizioni di trattenimento nei CIE. Come ci viene anche comunicato dal medico le persone che entrano nel centro, durante i primi giorni di detenzione, soffrono di tachicardia, a causa dello stato di paura e tensione che vivono. Il regime carcerario, le condizioni della struttura e la mancanza d'interlocutori altri dai poliziotti creano uno stato di smarrimento e paura, soprattutto nei soggetti già vulnerabili.

### **CIE “Capuchinos” di MALAGA**

La **struttura** del CIE di Malaga, dei primi del '900, anticamente convento di monache e in seguito utilizzata come caserma militare, è stata abbandonata per molti anni prima di essere adibita a centro di detenzione. Il centro ha una capienza totale di 110 posti (85 uomini e 25 donne) ed è gestito, come tutti i CIE spagnoli, dalla polizia nazionale.

Durante la visita incontriamo il **direttore del centro**, della polizia nazionale, ma non il responsabile medico-sanitario che è assente in quanto è sabato, e durante il week-end il centro non usufruisce del servizio medico.

Il direttore del centro ci tiene a precisare, e continuerà a farlo durante tutta la visita, che lui è in carica nel CIE dal 2006 e che non ha nessuna informazione della precedente direzione e gestione, mettendo in rilievo il cambio netto rispetto all'amministrazione precedente.<sup>8</sup>

Con la nuova gestione sono stati introdotti svariati cambi e miglioramenti nel centro: servizio medico presente all'interno del centro (prima veniva chiamato un medico solo in caso di urgenza) progetti di rinnovazione della infrastruttura, installazione di una cucina interna e di sedie nella mensa (per un certo periodo le persone trattenute erano obbligate a mangiare al suolo)

**Il tempo medio di detenzione** del centro risulta molto basso (6 giorni) perché nel calcolo sono presi in considerazione anche i subsahariani che sono transitati dal centro qualche ora, per poi essere affidati alle ONG del progetto “Accoglienza subsahariani”

Anche il centro di Malaga ha un **sistema d'organizzazione carceraria**, simile a quello di Algeciras.

Alle persone trattenute vengono sequestrati i cellulari e consegnati solo in caso debbano fare delle telefonate importanti. All'interno del centro una stanza è adibita a cella d'isolamento.

---

<sup>8</sup> Il precedente direttore del CIE di Malaga, in carica fino al 2006, è stato allontanata dalla sua carica in seguito all'accusa che gli è stata rivolta da parte di una giovane trattenuta di violenza sessuale. Non era la prima volta che il direttore del centro passava in processo per casi di abusi sessuali verso un'interna. Il link dove, un gruppo di associazioni spagnole, ha raccolto tutti i fatti gravi successi relativi a questo centro: <http://inmigrantesmalaga.org/es/node/29>

Il direttore ci accompagna nella **visita del centro**, composto da tre moduli, due per gli uomini e uno per le donne. Il modulo degli uomini, composto da stanzoni da una decina di letti ciascuno, completamente oscure perché le grate sono talmente tanto fitte che non c'è accesso alla luce, in condizioni di forte degrado, così come i servizi igienici. Le stanze-celle<sup>9</sup> sono dotate solo di un wc, aperto, e di un lavabo, oltre ai letti.

Le donne vivono in un solo stanzone unico con 22 letti.

Durante la visita entriamo liberamente nella sala delle donne ma non al patio degli uomini, il cui accesso ci è proibito dal direttore per motivi di sicurezza, lasciando fraintendere che sono tutti dei criminali!

### **Presenza di persone vulnerabili nel centro:**

Minori non accompagnati: non possono essere detenuti in un CIE

Minori in famiglia: Il centro di Malaga non è abilitato per accogliere delle famiglie

Genitori con figli minori a carico: Il centro di Malaga non è abilitato per accogliere delle famiglie, o genitori soli con minori

Disabili (fisici, mentali, sensoriali): un disabile non potrebbe accedere al centro, che si trova su due piani, e le cui strutture non sono predisposte per l'accesso di persone a capacità motoria ridotta.

L'assenza nella struttura di uno psicologo rende difficile l'identificazione e l'eventuale assistenza di un disabile mentale.

Donne incinte: Possono essere trattenute nel centro; non sono presenti donne incinte al momento della nostra visita e il direttore del centro dice di averne viste transitare per il centro 3 in tutto l'anno.

Persone anziane: Durante la visita c'intratteniamo e sottomettiamo un questionario a un signore cileno di 68 anni, che ha subito varie operazioni cardiache. Parlando della vita nel centro racconta che la polizia li controlla dovunque e il solo luogo dove non entra è il patio, che il clima è molto teso e si verificano spesso litigi all'interno del centro che provocano degli interventi della polizia quasi giornaliera. Rispetto alle sue condizioni fisiche necessiterebbe più visite mediche, che però non riceve.

Persone che hanno subito violenze fisiche o psichiche: Risulta chiaro che il personale presente nel centro non ha né le competenze né la capacità di riconoscere dei segni di vulnerabilità causate da traumi per violenze fisiche o psichiche<sup>10</sup>. Durante la visita abbiamo incontrato una giovane donna algerina, a cui abbiamo sottoposto il questionario grazie all'aiuto di due sue connazionali. Ci racconta di avere subito delle violenze coniugali, motivo per cui è partita d'Algeria, lasciando il figlio di 7 anni. Una volta fermata a Nador, ha chiesto asilo, è stata trasferita nel CETI di Melilla e poi nel CIE di Malaga.

Parla piuttosto di problemi di comunicazione con l'esterno a causa della scarsità dei telefoni:: le donne ne hanno uno per tutte e devono sempre fare la fila, se vogliono usare il proprio cellulare devono chiedere il permesso e possono farlo solo un'ora al giorno. Nessuno le ha detto i suoi diritti come persona vulnerabile al contrario dice che c'è un gran problema di comunicazione con il personale del centro perché non ci sono interpreti e si deve sempre fare

---

<sup>9</sup> In serata le stanze vengono chiuse a chiave e si trasformano in vere e proprie celle carcerarie.

<sup>10</sup> Il solo personale presente è quello della polizia nazionale, presente a turni di 5-6 nel centro per 110 persone detenute in un ruolo prevalentemente di controllo più che di ascolto e assistenza

tradurre dalle due ragazze algerine che sono nel centro, che a loro volta non parlano spagnolo, ma solo un po' di inglese e francese!

Persone affette da malattia cronica Non avendo potuto incontrare il medico non abbiamo informazione sullo stato di salute delle persone trattenute.

Persone che necessitano trattamento medico o psicologico All'interno del centro non è previsto alcun trattamento psicologico, nè l'identificazione d'eventuali traumi psichici. Allo stesso tempo non c'è neanche la volontà di interrogarsi sullo stato di salute medico, poiché a parte la presenza del medico a determinate ore, il resto del personale ha una funzione che si limita al controllo.

Vulnerabilità psicologica dovuta alle condizioni di trattenimento nei CIE.

Le ragazze che abbiamo intervistato ci parlano di un sentimento d'oppressione legato alla struttura del centro, completamente chiuso.

### **CIE “El Matoral” di FUERTEVENTURA**

Il centro di detenzione del Matoral si trova a poca distanza dall'aeroporto dell'isola di Fuerteventura, ad una decina di km dalla capitale Porto del Rosario.

Il centro ha una capienza “ufficiale” di 1010 posti, che, come ci spiega il direttore, diventano 1386 se si utilizzano anche altri due moduli in disuso (136 posti del modulo Lima + altri 42 posti del blocco centrale + 198 posti dell'annesso militare).

I moduli ABCD, stanzoni composti di letti a castello, hanno una capienza totale di 160 posti.

Il modulo E è composto di 29 celle di piccolissima dimensione e completamente oscure, per una capienza totale di 288 persone.

Il modulo F, destinato alle donne, ha una capienza totale di 33 persone. Dalla cartina del centro che ci è stata fornita dal direttore risulta che il modulo F è anche utilizzato, oltre che per la detenzione delle donne, anche come cella d'isolamento degli uomini. Il modulo G ha una capienza totale di 478 posti, divisi in due stanzoni: 308 posti nella stanza di sinistra, 260 in quella di destra.

Al momento della visita erano presenti 959 persone trattenute, di cui 6 donne. A questi bisogna aggiungere una trentina di persone detenute ma non ancora “ufficialmente” presenti nel centro: allo sbarco di una pateras, la procedura ordinaria, prevede il passaggio dei migranti dalla Questura<sup>11</sup> dell'isola per 72 ore dove il giudice statuisce la detenzione o la libertà e viene effettuata la prova ossea per i minori. La Questura di Fuerteventura è troppo piccola nel caso lo sbarco superi le 10 persone quindi le persone sono incarcerate in attesa della decisione di detenzione nel CIE, nello stesso CIE, ma in una cella a parte, vicina al patio centrale, da cui non possono uscire per non confondersi con gli altri.

La visita al CIE di Fuerteventura ha fatto emergere dei comportamenti inumani e degradanti nei confronti dei migranti che citerò qui di seguito:

- L'ammassamento delle persone trattenute in camerate fino a 308 persone, con quattro sole docce e due wc risulta essere contrario a qualsiasi norma di rispetto dell'essere umano
- La prassi del centro prevede che le persone trattenute escano in gruppi, secondo il blocco a cui appartengono, per turni. Un blocco esce quindi due o tre volte per settimana e il resto del tempo rimane incarcerato nella cella o nello stanzone. Interrogati a questo proposito i migranti raccontano avere passato la prima settimana

---

<sup>11</sup> « Commisaria » in spagnolo

nel centro rinchiusi dentro le celle o le camerate avendo come unico momento d'uscita la mezz'ora prevista per il pranzo e quella prevista per la cena

- Risulta essere una prassi, prevista dallo stesso regolamento del centro, scegliere una persona per ogni cayuco a cui viene data una giacca fosforescente gialla e che, in cambio di una maggiore libertà all'interno del centro, dovrà collaborare, alla pulizia del centro, al controllo e alla repressione dei suoi compagni di cayucos, alla preparazione e distribuzione dei pasti.
- Durante le interviste confidenziali è emersa, in diverse occasioni, la costante della violenza delle forze dell'ordine verso le persone trattenute. Raccontano di essere stati manganellati perché commettevano un "errore"<sup>12</sup>, come uscire dalla fila durante la distribuzione dei pasti o sedersi in un posto diverso da quello dove è stato detto loro di farlo.
- Non sono forniti vestiti durante tutti i quaranta giorni di detenzione. In nome della lotta al terrorismo e della prevenzione al contagio di malattie infettive, i vestiti di coloro che arrivano in cayuco o pateras alle Canarie sono generalmente bruciati. Al momento dello sbarco al porto la Croce Rossa fornisce loro un kit, completo di t-shirt, tuta, scarpe, due paia di mutande e due paia di calze: questo dovrà servire loro per tutto il tempo della detenzione (fino a 40 giorni). Nella giacca della tuta che viene distribuita al porto è marcato il numero del cayucos in cui la persona si trovava, scritto cercando di cancellare i numeri di coloro a cui era stata data prima la felpa! La ragazza che abbiamo intervistato ci ha detto di non avere ricevuto neanche il kit e che da quando è arrivata la sola cosa che può indossare è una maglia a maniche lunghe e collo alto<sup>13</sup> datagli dalle suore che hanno accesso al centro.
- La maggior parte delle persone che arrivano in cayucos o pateras hanno delle ferite nel corpo provocate dalle bruciature del gasolio del motore della barca misto al sale o dalla lunga permanenza nel deserto e nelle foreste in attesa di imbarcarsi. Nonostante l'urgenza di curare le ferite per evitare il processo di putrefazione, il medico del centro, che dovrebbe essere presente tutti i giorni, sembra non essere passato dall'ambulatorio nella settimana precedente alla nostra visita. La sola figura presente è una suora che si limita a disinfettare le ferite già curate e fare le incisioni in quelle infette.<sup>14</sup>
- Le condizioni delle camerate sono ai limiti della dignità umana: bottiglie, resti di cibo si mischiano ad escrementi lasciati al suolo. L'odore delle stanze, dove 300 persone sono rinchiusi, è un chiaro segnale delle condizioni di degrado in cui le persone trattenute sono costrette a vivere. Il direttore giustifica lo stato del centro con il fatto che fosse lunedì e che quindi nel week-end non vi fosse il servizio di pulizia.
- Tra il gruppo di coloro che aspettano la notificazione di detenzione sembrano esserci dei minori. Questo gruppo, arrivato da tre giorni al centro, ci dice di non avere mai potuto uscire dalla cella.
- Il solo spazio d'aria e svago è il grande patio. E' lì che le persone trattenute nel centro sono portate quando spetta loro il turno di uscita. Solo in questa occasione hanno

---

<sup>12</sup> come loro stessi lo definiscono

<sup>13</sup> la maglia a maniche corte e collo alta é data in una delle isole più calde delle Canarie nel mese di luglio

<sup>14</sup> La rappresentante di Cear Barcellona ci ha raccontato che ad uno dei migranti accolti nel quadro di « Accoglienza subshariani », al momento della liberazione dal Cie, lo stato di cancrena delle ferite che aveva nei piedi, provocate dal fatto che il cayucos su cui aveva viaggiato aveva imbarcato acqua **tutto il tragitto e dalla mancanza** di cure adeguate durante la detenzione, era talmente avanzato che i medici hanno dovuto procedere all'amputazione.

accesso ai telefoni pubblici, 7 in tutto il centro poiché i loro telefonini cellulari sono sequestrati al momento dell'ingresso nel centro.

- Le sole che apparentemente non hanno diritto all'uscita nel patio centrale e a cui quindi viene negata la possibilità di utilizzare il telefono pubblica sono le donne, che passano tutta la giornata rinchiusi nelle celle e ne escono solo per pranzo e cena.<sup>15</sup>

### **Presenza di persone vulnerabili nel centro:**

L'identificazione delle persone vulnerabili in questo centro è risultata essere particolarmente difficile, sia perché il direttore dichiarava che nel centro non c'erano persone vulnerabili, sia perché, dato l'alto numero di persone presenti era praticamente impossibile capire chi rientrava nelle seguenti categorie.

Minori non accompagnati: I minori non dovrebbero essere trattenuti in un CIE, nonostante questo, dei minori sono presenti nel centro, anche se in quantità molto limitata. I minori presenti nel centro rientrano nelle seguenti due categorie:

- coloro che pur essendo minori sono stati considerati maggiori dal test osseo, a causa del grande margine d'errore di questa prova (come nel caso del minore a cui abbiamo sottoposto il questionario)
- Coloro che dovrebbero essere detenuti in Commisaria ma che, per mancanza di spazio, sono detenuti nel centro in attesa di essere sottoposti alla prova ossea.

Minori in famiglia: Nel corso degli ultimi anni ci sono stati vari casi di sbarchi di donne con bambini piccoli e generalmente sono stati affidati direttamente alla Croce Rossa. Il centro non ha un modulo familiare al suo interno.

Genitori con figli minori a carico Nel corso degli ultimi anni ci sono stati vari casi di sbarchi di donne con bambini piccoli e generalmente sono stati affidati direttamente alla Croce Rossa. Il centro non ha un modulo familiare al suo interno.

Disabili (fisici, mentali, sensoriali) Il centro, nonostante sia su un piano unico, non ha una struttura in grado di accogliere disabili. Il direttore dice di non ricordare casi di disabili fisici trattenuti nel centro. Ricorda invece il caso di un disabile mentale che, in seguito a dimostrazione di segni manifesti di disequilibrio, è stato affidato alle strutture psichiatriche dell'isola.

Donne incinte Durante la visita nessuna delle 6 donne presente è incinta, però tutto lascia presupporre che una donna incinta sia trattenuta nel centro e subisca lo stesso trattamento delle altre donne, tranne che non superi il 6 mese di gravidanza, in questo caso sarebbe affidata alla Croce Rossa.

Persone anziane Durante la visita non abbiamo incontrato persone maggiori di età. Il direttore ci dice che la media della popolazione trattenuta nel centro è particolarmente giovane. Nel caso si presentasse una persona anziana questa sarebbe detenuta nelle stesse condizioni degli altri, non essendo previsti particolari dispositivi in merito.

Persone che hanno subito violenze fisiche o psichiche Molte delle persone incontrate durante la visita mostravano chiari segni di turbamento mentale. Discutendo con alcuni di loro tutti ci raccontavano di mesi trascorsi nell'attesa di prendere una pateras o un cayucos per l'Europa,

---

<sup>15</sup> Secondo le testimonianze dei migranti interrogati i pasti sono molto brevi, intorno ai 20 minuti e durante la distribuzione i poliziotti sono particolarmente nervosi,

nel deserto o nelle foreste del sud del Marocco o in Senegal, di un viaggio durato più di 10 giorni, di compagni di viaggio che hanno dovuto gettare in mare, di persone divenute folli per la paura del mare la notte. Molte delle persone trattenute nel centro provengono inoltre da paesi in cui sono in corso conflitti o guerre.

La giovane ragazza con cui ci siamo intrattenuti e a cui abbiamo sottoposto il questionario, parlando dei quattro anni vissuti nelle foreste marocchine, lasciava intendere di avere subito ripetute violenze e abusi durante questo periodo.

Personae affette da malattia cronica Non essendoci potuti intrattenere con il responsabile del servizio medico-sanitario non abbiamo dati in quanto allo stato di salute delle persone trattenute nel centro; il direttore del centro, dice di non avere conoscenza della situazione personale dei migranti, non può darci altre informazioni. Durante la visita abbiamo notato delle forti mancanze in quanto all'assistenza mediche: molte persone ci dicono che non hanno visto il medico da una settimana. Da questo possiamo immaginare che, in caso d'urgenza medica di persone affette da malattie croniche, la risposta non sarebbe immediata. L'alto numero di persone e le scarse forze del personale<sup>16</sup> lasciano sottintendere che l'assistenza medico-psicologica è scarsamente assicurata.

Personae che necessitano trattamento medico o psicologico Il personale del centro (sia medico che amministrativo) non risulta capace di poter riconoscere segni di vulnerabilità e di poter seguire e soddisfare le necessità di coloro che seguono un trattamento medico o psicologico.

#### DURANTE LE VISITE NEI CIE SONO STATI IDENTIFICATI ALTRI GRUPPI VULNERABILI:

Vulnerabilità psicologica dovuta alle condizioni di trattenimento nei CIE. Le condizioni del centro, fortemente degradate, risultano essere una causa di vulnerabilità tra la popolazione trattenuta. Alcune delle persone con cui ci siamo intrattenute ci parlano di continue e ripetute violenze fisiche e verbali da parte dei poliziotti nei confronti delle persone trattenute. La mancanza di mobilità e la prolungata incarcerazione sono ulteriori cause di vulnerabilità psicologica.

Durante l'intervista con le due giovani ragazze, a più riprese, mostrano di avere paura di comunicare con i poliziotti del centro, nonostante tra loro ci sia anche una donna. Ci chiedono ripetutamente se possiamo fornire loro degli assorbenti perché non vogliono chiederli alla poliziotta, temendo la sua reazione violenta.

Vulnerabilità psicologica dovuta al trauma del viaggio nei cayucos. Due delle persone intervistate risultano fortemente traumatizzate dal viaggio intrapreso per arrivare alle Canarie dal sud del Senegal. Il racconto della paura vissuta sembra essere un'ossessione, i dettagli del viaggio si perdono, per focalizzare l'attenzione sul sentimento di terrore legato al mare, all'incapacità di nuotare. La speranza di non essere espulsi è il solo elemento che sembra rassicurarli.

#### **CIE di Madrid**

Il centro di detenzione di Madrid si trova nella prima periferia della città, a 8 km dal centro. La **struttura** risulta essere completamente rinnovata e in buono stato ed attualmente in corso di ulteriore trasformazione. La capienza, di 138 posti, una volta terminati i lavori d'ampliamento, arriverà ad essere di 276 posti<sup>17</sup>. Il direttore del centro ci spiega, facendoci visitare le parti in costruzione, che quella del centro è una vera riforma che permetterà non solo di ampliare il numero di posti, ma anche di aumentare il numero dei funzionari,

<sup>16</sup> per più di 1000 interni ci sono 6-7 poliziotti.

<sup>17</sup> Si prevedere che i lavori d'ampliamento saranno terminati nel settembre del 2007.

migliorare la struttura ed evitare fughe. L'edificio è strutturato su tre piani e le stanze sono divise per blocchi, che riproducono un sistema carcerario: blocco delle donne, blocco degli uomini, stanza d'isolamento e due stanze per i nuclei familiari. Le stanze, in buone condizioni, sono generalmente composte da 8 letti ciascuna e da un solo lavandino (nonostante vi passino rinchiusi tutta la notte, senza possibilità di accedere ai servizi sanitari) All'interno del blocco la tecnica di divisione all'interno delle stanze-celle è stata appositamente studiata dal direttore: far convivere nella stesso spazio persone di nazionalità diversa, per evitare che si creino gruppi in competizione troppo forti tra loro!

Anche il centro di Madrid segue un regime carcerario<sup>18</sup>, ma, a causa dei lavori in corso, le persone trattenute nel centro non possono mai uscire perché il patio degli uomini è inagibile. Le donne, invece, hanno accesso, il giorno della nostra visita, al piccolo patio esteriore, dopo lunghi mesi che hanno dovuto passare, anche loro, rinchiusi nella sola stanza di relax.

Il centro di Madrid è gestito dalla **Polizia Nazionale** che si occupa anche del servizio medico, dato in gestione ad un medico del corpo di polizia. Durante la visita il medico risulta essere molto scontento del fatto che lui, che dovrebbe curare dei poliziotti, sia costretto a lavorare nel centro. Il responsabile medico dichiara anche che nel centro non ci sono persone vulnerabili. Sotto nostra richiesta ci fornisce il numero di consulte mediche effettuate nel 2006 ma non ci fornisce le statistiche poiché non sono mai state fatte!

Al nostro arrivo nel centro si produce una simil-rivolta, le persone si trovano trattenute nella sala di relax e al nostro arrivo cominciano a gridare di voler parlare con noi perché subiscono soprusi e violenze da parte del personale del centro. Il clima, all'interno del centro, è particolarmente teso, anche a causa del fatto che un mese prima un nigeriano, detenuto in questo centro, è morto durante le operazioni di espulsione.

La cosa che più ci marca è il fatto che, durante il giorno, ogni volta che le persone trattenute necessitano accedere ai servizi igienici-sanitari, debbano chiedere il permesso al personale della polizia. Secondo quanto ci raccontano le persone trattenute, il personale della polizia non presta loro attenzione, sono quindi obbligati a dover urinare nella stessa stanza dove sono trattenuti durante il giorno. Molti di loro ci invitano ad entrare: la stanza si trova in uno stato di degradazione, parte dei muri sono scrostati e, nel fondo, effettivamente notiamo una pozza gialla che, le persone trattenute, ci dicono essere il loro servizio igienico, poiché non possono usufruire di quello vero!

I lavori di ristrutturazione del centro prevedono un accesso diretto ai servizi igienici dalla sala relax.

Al nostro arrivo le persone trattenute nel blocco degli uomini ci elencano una serie di soprusi e violazioni a cui sono sottoposti nel centro:

- il medico è inesistente e da loro, per qualsiasi sintomo, lo stesso medicinale.
- Devono passare tutta la giornata rinchiusi nella "sala relax" dove non possono svolgere nessuna attività e devono chiedere il permesso per qualsiasi necessità abbiano
- Spesso sono vittime di soprusi verbali e fisici da parte del personale di polizia che vigila e gestisce il centro (soprattutto quando chiedono loro di andare in bagno)
- All'interno del centro, nella "sala relax" degli uomini vi sono solo quattro telefoni, di cui uno solo funzionanti. Sono quindi obbligati a fare perennemente la fila per poter accedere al telefono.

---

<sup>18</sup> Dalle 8h00 alle 9h00 colazione ; dalle 10h00 alle 18h00 sono detenuti in una piccola sala, fornita di telefoni ; alle 19h30 cena ; alle 20h00 salgono nelle stanze e a mezzanotte si spegne la luce e vengono rinchiusi nelle celle-alloggio.



- Si sentono trattati come degli animali dal personale che gestisce il centro, in gabbia, anche il cibo viene, spesso, lanciato loro nel vassoio.

Visitiamo poi la “sala relax” femminile, dove sono detenute una ventina di donne. Anche loro si lamentano del trattamento riservato loro da parte delle forze dell’ordine, per il fatto di doverli chiamare ogniqualvolta vogliono accedere al servizio sanitario, della qualità del cibo e delle condizioni di detenzione. Anche loro ci dicono che dei tre telefoni presenti uno solo è in funzione.

Continuiamo la visita visitando la mensa, anch’essa una struttura carceraria, con una vigilanza costante di tre poliziotti durante ogni pasto.

La visita termina nella sala delle visite, composta di una serie di tavoli in cui la persona trattenuta deve mettersi ad un capo della tavola e l’ospite dall’altro e il colloquio si svolge sotto lo sguardo dei poliziotti che impediscono qualsiasi tipo di contatto tra le due persone. Nella sala delle visite un parlatoio, con divisione composta di un vetro offuscato, viene utilizzata durante le visite dei consoli per la procedura d’identificazione, affinché le autorità consolari non siano riconosciute.

### **Presenza di persone vulnerabili nel centro:**

Minori non accompagnati. All’interno del centro, nonostante fossero presenti persone molto giovani non abbiamo individuato la presenza di minori.

Minori in famiglia: All’interno del centro sono previsti due moduli per il trattenimento di famiglie con figli minori. Nel periodo in cui abbiamo effettuato la visita al CIE di Madrid non erano presenti famiglie, abbiamo comunque potuto visitare il modulo per le famiglie, che risulta essere in buono stato ma con caratteristiche carcerarie (una stanza con la porta blindata che si chiude, come tutte le altre del blocco, alle 23h00 o 24h00 della notte)

Genitori con figli minori a carico All’interno del centro sono previsti due moduli per il trattenimento di famiglie con figli minori. Nel periodo in cui abbiamo effettuato la visita al cie di Madrid non erano presenti famiglie, abbiamo comunque potuto visitare il modulo per le famiglie, che risulta essere in buono stato ma con caratteristiche carcerarie (una stanza con la porta blindata che si chiude, come tutte le altre del blocco, alle 23h00 o 24h00 della notte)

Disabili (fisici, mentali, sensoriali). Il centro non è attrezzato per l’accoglienza di disabili fisici, in quanto strutturato su tre piani, senza ascensore. Per quanto riguarda la presenza di eventuali disabili mentali risulta difficile immaginare che possano essere identificati poiché non è previsto nessun servizio di tipo psicologico o psichiatrico nel centro.

Donne incinte. Secondo il direttore del centro, il servizio medico è potenziato per le donne incinte: ogni settimana vengono accompagnate in ospedale per un esame approfondito e viene dato loro dell’acido folico e delle vitamine.

Durante la visita ci siamo intrattenuti a lungo con una ragazza paraguaya, trattenuta nel centro, incinta di quattro mesi. Tra le lacrime ci racconta che la situazione nel centro risulta invivibile e che è seriamente preoccupata per le conseguenze, causate dallo stato di stress nel quale vive, sul feto. Già una volta ha perso sangue e il medico le ha spiegato che era a causa della situazione di stress che stava vivendo e che si sarebbe dovuta calmare!!!

Ci racconta di vivere perennemente in ansia sia per l’alto grado di tensione che si vive tra le trattenute, le dispute sono frequenti, e lei stessa è stata più volte minacciata. Definisce la convivenza tra le donne trattenute come un inferno. A questo si aggiunge la violenza, verbale, che subisce da parte delle forze di polizia che gestiscono il centro. Ci ha fatto testimonianza di un episodio in cui, poiché aveva chiesto dell’acqua in quanto era terminata nei distributori di bevande, le è stato intimato di bere l’acqua del rubinetto ed un suo rifiuto ha provocato le ire

del poliziotto che l'ha minacciata con il manganello. Racconta inoltre che durante una rissa scoppiata tra le persone trattenute nel centro la polizia, prima di intervenire, ha dichiarato "Che si uccidano pure tra loro!". Questo costante clima di violenza è ciò che maggiormente le provoca agitazione.

In quanto alle condizioni di vita nel centro ci racconta di sentirsi in carcere, il fatto che la sera le celle vengano chiuse a chiave le provoca uno stato di ansia, in più, non potendo accedere ai servizi igienici durante la notte, è costretta ad urinare tutte le notti nel lavandino della sua stanza.

Ci racconta anche che, nonostante sia nel centro da 19 giorni, non sia mai stata portata in ospedale per una visita di controllo. Dipende dal turno, ci sono stati comunque dei poliziotti che si sono dimostrati più comprensivi con lei, poiché incinta, e che le hanno dato del succo di frutta.

Personi anziane Durante la visita non abbiamo notato la presenza di persone anziane. Non sono comunque previsti dispositivi particolari per trattenere le persone anziane all'interno del centro.

Personi che hanno subito violenze fisiche o psichiche. Nel centro non è previsto nessun servizio d'assistenza psicologica e, a parte le rapide visite nel centro, risulta impossibile che il personale possa identificare le persone vittime di violenze fisica o psichica. Dalle testimonianze delle persone con cui ci siamo intrattenuti, molte delle persone detenute nel centro sono vittime di violenze fisiche e psichiche da parte dell'ente gestore e di sorveglianza: la polizia nazionale spagnola.

Ci siamo comunque intrattenuti con un colombiano che risultava essere particolarmente traumatizzato del soggiorno nel centro, che ci dice di essere scappato dalla Colombia a causa delle persecuzioni di cui era vittima. In generale ci conferma le informazioni fornite dagli altri trattenuti e ci dice anche che non ha potuto accedere a nessun servizio psicologico,

Personi affette da malattia cronica. Non abbiamo potuto accedere a dati statistici relativi alle condizioni di salute delle persone trattenute. Secondo il responsabile del servizio medico-sanitario non ci sono persone vulnerabili nel centro!

Personi che necessitano trattamento medico o psicologico. Anche in questo caso risulta difficile identificare le persone che necessitano un trattamento medico o psicologico poiché il servizio medico dichiara che nel centro non sono presenti persone vulnerabili. C'ntreteniamo comunque con un giovane algerino, che, a causa di un'implatazione della mandibola, necessita costante cure mediche. Anche lui ci conferma il clima di forte tensione presente nel centro; lui stesso è stato vittima di violenze fisiche da parte del servizio di vigilanza e sicurezza poiché aveva chiesto di poter accedere ai servizi igienici prima che le luci fossero spente e le celle chiuse a chiave. Ci dice anche, in quanto ai servizi igienici, che le docce sono senza porta e che questo crea dei problemi in molte persone trattenute. Rispetto alla vita del centro denuncia la difficoltà di essere trasferiti in ospedale per visite specialistiche, anche nel caso, come il suo, di persone che necessitano un trattamento medico costante, del clima di tensione nel centro, delle violenze fisiche e verbali di cui sono vittime da parte dei poliziotti, e della carenza del servizio medico che lo porta a dire che crede che il responsabile del servizio med-san. non sia realmente un dottore.

**DURANTE LE VISITE NEI CIE SONO STATI IDENTIFICATI ALTRI GRUPPI VULNERABILI:**

### Vulnerabilità psicologica dovuta alle condizioni di trattenimento nei CIE.

Le violenze di cui sono vittime le persone trattenute, il clima di tensione dovuto alla detenzione continua nelle celle, l'impossibilità di accedere ai servizi igienici, la difficoltà di comunicazione con l'esterno creano delle forti tensioni nel centro che attribuiscono carattere patogeno alla detenzione.

La maggior parte delle persone intervistate risultano particolarmente turbate a causa delle condizioni di detenzione, soprattutto le persone più vulnerabili.

## **CONCLUSIONI-RACCOMANDAZIONI**

### **Conclusioni:**

- Regime carcerario non giustificato per un delitto di tipo amministrativo
- Mancanza di personale capace di riconoscere i segni di vulnerabilità e di agire di conseguenza per un reale sostegno alle persone trattenute (assistenti sociali, psicologi, medici non facenti parte del corpo di polizia)
- Assenza di dispositivi d'assistenza per la popolazione vulnerabile trattenuta
- Personale presente nel centro totalmente impreparato e disinteressato alle problematiche delle persone trattenute (da dove vengono, che percorso hanno, quali traumi hanno potuto vivere nel loro percorso migratorio...)
- Servizio medico sanitario carente e dichiaratamente disinteressato alle reali condizioni delle persone trattenute
- Mancanza di un servizio d'interpretariato-traduzione che causa una totale esclusione delle persone trattenute non ispanofoniche,
- Centralizzazione della gestione di tutti i servizi del centro da parte del corpo di polizia nazionale.
- Mancanza d'elementi basilari che permettano un trattamento umano dei detenuti quali lenzuola, vestiti, kit igienico
- Fragorante stato di degradazione della maggior parte delle infrastrutture e strutture dei centri
- Costatazione, in alcuni centri, di violenze contro le persone trattenute da parte del sistema di sicurezza e vigilanza del centro
- Mancanza di dispositivi d'assistenza delle persone che visibilmente hanno subito traumi
- Totale mancanza di libertà della popolazione trattenuta all'interno del centro a causa della gestione carceraria a regime d'alta sicurezza.
- Carattere patogene della detenzione

- Totale mancanza di rispetto da parte dei poliziotti nei confronti della popolazione trattenuta (spesso definiti criminali o persone che necessitano solo cibo e alloggio)
- Mancanza di un servizio d'assistenza legale all'interno dei centri.

### **Raccomandazioni**

- Maggiore libertà di circolazione all'interno del centro (apertura delle celle durante la notte, flessibilità nell'orario)
- Affiancare il personale della polizia con personale specializzato come assistenti sociali, psicologi, interpreti, medici specialisti, mediatori culturali.
- Apertura del centro a personale altro rispetto alla polizia.
- Accesso permanente ai centri di associazioni e ONG per l'assistenza giuridica e sociale.
- Necessità di un gruppo di monitoring (associazioni, istituzioni, ONG) con accesso costante che vegli su eventuali casi di abusi verso la popolazione trattenuta.
- Ristrutturazione dei centri attuali attraverso l'eliminazione degli elementi che li rendono delle strutture carcerarie e che li rendono un ambiente degradato.
- Distribuzione all'entrata del centro di un kit con effetti igienici, scarpe e vestiti.
- Miglioramento delle condizioni d'alloggio, partendo dalla semplice distribuzione di lenzuola
- Trasformazione dei CIE localizzati nelle zone di frontiere (Canarie, Algeiras) in CETI: strutture d'accoglienza aperte.
- Miglioramento delle condizioni di vita dei gruppi vulnerabili:
  1. Minori: introduzione di un nuovo metodo d'identificazione dell'età, con un margine d'errore più ridotto rispetto al test osseo
  2. Donne incinte: introdurre le donne incinta tra le categorie di persone non idonee alla detenzione
  3. Persone che hanno subito traumi fisici o psichici: Introduzione di un servizio psicologico d'accompagnamento durante tutta la durata della detenzione.
  4. Persone affette da malattie croniche: rafforzamento del servizio medico sanitario e introduzione di personale altro rispetto alla polizia nazionale.
  5. Vulnerabilità psicologica: Trasformazione dei centri di detenzione in centri d'accoglienza e identificazione per coloro che provengono dagli sbarchi e da lunghi anni di transito prima di raggiungere l'Europa. Miglioramento radicale delle condizioni di vita nei centri affinché la detenzione non assuma più carattere patogeno.

## LISTA DI CONTATTI

### CEAR:

SERVICIOS CENTRALES. □ Avda. General Perón 32, 2º drcha. 28020 Madrid □ Teléfonos: (34)91 598 05 35 / (34)91 598 05 92 □ Fax: (34)91 597 23 61

MADRID □ Noviciado 5. 28015 Madrid □ Teléfonos: 91 555 06 98; 91 555 29 08 □ Fax: 91 555 54 16

ANDALUCÍA □ Bajos de Marqués de Contaderos s/n. 41001 Sevilla □ Teléfono: 95 461 91 64 □ Fax: 95 423 65 64

CANARIAS □ Luis Antunez, 32, 1º. 35006 Las Palmas □ Teléfono: 928 29 72 71 □ Fax: 928 24 71 43

EUSKADI □ Cristo, 9 bis, 5º. 48007 Bilbao □ Teléfono: 94 424 88 44 □ Fax: 94 424 59 38

EXTREMADURA □ Romero Leal 26, 2º. 06800 Mérida (Bádjajoz) □ Teléfono: 924 30 44 70 □ Fax: 924 31 94 20

VALENCIA □ C/ Francisco Moreno Usedo, 21 - bajo. 46018 Valencia □ Teléfono: 96 316 24 77 □ Fax: 96 344 09 31

CATALUÑA □ c/ Aribau, 3, 1º 2ª. 08011 Barcelona □ Teléfonos: 93 301 25 39 / 93 452 40 31 □ Fax: 93 317 03 43

### Comisaría de Extranjería y Documentacion

Responsable : Jose Philipe Hernadez Diaz  
Fax: 0034 913226842 □ / 0034 913226844  
C/GENERALPARDIÑAS nº 90  
MADRID

### ACCEM. MADRID (associazione del progetto “Accoglienza subshariani”)

Plaza de Santa María Soledad Torres Acosta,2. □ 28004 MADRID

□ Telf. 91 532 74 78 □ Telf. 91 532 74 79 □ Fax. 91 532 20 59

### Oficina del ACNUR en España □ □

Avenida General Perón 32 □ Segundo Izquierda □ 28020 Madrid □ □

Tel: (34-91) 556-3649 □ Fax (34-91) 417-5345 □

E-mail: [spama@unhcr.org](mailto:spama@unhcr.org)

### CRE

CRUZ ROJA ESPAGNOLA <http://www.cruzroja.es>

Tel : 34 902 22 22 92

**Red Acoge** (associazione assistenza legale)

C/López de Hoyos, 15 3º Der.

Madrid, 28006, Madrid, Comunidad de Madrid, España.

**Tfno.** 00 34 91 563 37 79 - **Fax:** 00 34 91 563 03 62 –

**E-mail:** [acoge@redacoge.e.telefonica.net](mailto:acoge@redacoge.e.telefonica.net)